

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

Label Haïti

Alain Deneault

Numéro 301, automne 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/69927ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Deneault, A. (2013). Label Haïti. *Liberté*, (301), 38–39.

Tous droits réservés © Collectif Liberté, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

ZONE FRANCHE

LABEL HAÏTI

De retour d'Haïti, notre chroniqueur trace le portrait d'une société vulnérable soumise aux bonnes intentions des organisations humanitaires.

ALAIN DENEAULT

EN HAÏTI, la présence des organisations non gouvernementales (ONG) revêt l'allure vaseuse d'une occupation politique. Elles sont partout et décident de tout, mais sciemment en ordre dispersé. C'est la domination par la *gouvernance*; on ne sait plus identifier le lieu du pouvoir. L'expertise humanitaire vit ainsi de la catastrophe haïtienne, et parfois très bien. Elle se révèle souvent financée par des fondations privées qu'ont créées les entreprises chargées de reconstruire le pays par fragments, quand elles n'escomptent pas d'y piller les ressources naturelles. Il s'ensuit une situation sens dessus dessous qui, bien que strictement palliative, écarte l'État jusqu'à faire oublier du peuple la notion même d'institution publique. Comment croire en elle de toute façon, alors que le pouvoir politique ne s'est présenté dans l'histoire haïtienne que sous la forme de kleptocraties violentes ou de puissances étrangères? S'ouvre donc sans ambages l'ère de l'Haïti *open for business*. Dans le nord du pays, la minière canadienne Majescor espère creuser une mine à ciel ouvert et potentiellement polluante aux fins d'une exploitation vorace en eau, peu rentable pour Haïti en termes d'emplois et d'impôts, et ce, aux abords de la zone franche de Caracol où les entreprises paient déjà leurs employés des salaires de misère. Le tout devrait motiver la création d'un port en eau profonde mettant à mal tout un écosystème marin. Dans ce contexte, l'aide humanitaire représente pour les investisseurs étrangers un placement minimal visant à s'assurer de l'adhésion d'une des populations les plus pauvres du monde à ce modèle d'exploitation qui la lèse.

Au lendemain du séisme de janvier 2010, la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH) a d'abord mis le pays sous tutelle, attribuant à l'État un rôle strictement protocolaire. L'ex-Président états-unien William Clinton a assuré la coprésidence de cette entité bigarrée constituée

d'entreprises, d'ONG, d'instances subventionnaires, de pays habitués historiquement à l'ingérence politique en Haïti, en plus de quelques représentants des syndicats et des autorités locales. Comme faire-valoir, la CIRH comptait également sur le premier ministre haïtien comme coprésident. Dans l'ouvrage collectif «*Refonder Haïti?*» (Mémoire d'encrier, 2010), l'économiste Fritz Deshommes décrit cette commission comme une instance souveraine, «étrange et bizarre qui peut passer des contrats avec qui elle veut, octroyer ou refuser des terrains, des licences de fonctionnement, des autorisations d'investissement, approuver ou rejeter des projets, et ce, sans avoir de comptes à rendre».

Aucune autorité dans ce pays historiquement éprouvé n'arrive alors à penser les enjeux communs d'un point de vue général. Tout s'améliore à la pièce. Les fondations financent ici un dispensaire, là l'asphaltage de trois mètres de route ou, encore plus loin, une bibliothèque de fortune, réalisations dûment attribuées aux entreprises ou aux ONG qui fournissent elles-mêmes les services. Dans l'ensemble, le taux d'analphabétisme demeure inchangé, le système routier des villes reste dévasté et les problèmes sanitaires sont aussi importants qu'auparavant. De plus, l'État ou toute institution de bien commun semble avoir à peu près disparu. Qu'importe, dans l'ordre de la gouvernance seuls comptent les partenariats entre membres divers et inégaux de la «société civile», du secteur privé et d'un État réduit au rôle de pair. Et ce désordre fait autorité. Une organisation rénove un centre culturel dans lequel on ne trouve ni livre ni personnel, une seconde expédie à Port-au-Prince une ambulance inadaptée tandis qu'une troisième fournit en lits un hôpital incapable de les recevoir. Les bailleurs de fonds mettent sur pied des projets visant à sortir de la rue des enfants en bas âge, avant qu'on les y remette à douze ans, faute d'un autre programme conséquent relevant le premier. Le professeur en communication Luné Roc Pierre Louis nous dira sur place que tout se passe «au cas par cas»; aucune axiologie ne structure quelque activité sociale que ce soit.

Mais, puisque les rescapés continuent de sourire sur les dépliant rutilants d'ONG, les gestionnaires de la misère soldent l'âme en paix les comptes de leur prétention. Le dollar américain transcende le concert de langues que parlent des coopérants retirés dans la banlieue de Pétionville. Port-au-Prince leur apparaît à travers les lunettes de savoirs circonscrits et les vitres teintées des belles voitures. Leurs logos dominent les quartiers de signatures opaques. Des scribes et aboyeurs apportent la justification dont ils ont besoin en colportant toujours et encore l'idée d'un peuple maudit par on ne sait quelle instance divine. Les samaritains du grand capital dorment ainsi tranquilles.

Haïti représente en effet pour eux une bulle humanitaire de quelque dix milliards de dollars. Qu'en font-ils? Dans un pays habitué au laisser-faire, à la corruption et aux abus de pouvoir, on ne se pose même plus la question. Trois petits tours, ils se paient et puis s'en vont. Hormis quelques exceptions. Ce nouveau type de domination coloniale se trouve documenté par Justin Podur, dans l'essai *Haiti's New*

Dictatorship, ou par Nikolas Barry-Shaw et Dru Oja Jay, dans *Paved With Good Intentions*. Raoul Peck explique également dans son documentaire *Assistance mortelle* qu'il a été difficile de trouver des commanditaires pour financer le nettoyage des débris du tremblement de terre de 2010, cette part du travail n'étant pas publicitairement *séduisante*. Il est tellement plus photogénique et rentable de faire construire une petite école de fortune bondée d'enfants joyeux...

UNE ANTIBABEL

Bien auparavant, des intellectuels engagés en politique, comme Sauveur Pierre Étienne, ont dénoncé les premiers l'occupation étrangère de l'île par le biais d'organisations civiques. Ses mécanismes ne sont pas aussi évidents qu'il y paraît et la tradition pourvoit difficilement les termes de l'analyse nécessaire. Le mythe de Babel, par exemple, n'a aucun sens à Haïti. Ce peuple n'a cherché en rien à occuper le ciel pour y défier la divinité. Au contraire, dans le brouhaha polyglotte de coopérants répondant d'on ne sait qui, il souffre de l'absence d'instances capables de prendre un minimum de hauteur.

Babel a défié de tout temps les efforts de représentation. En témoigne l'exposition de tableaux et photographies de la tour arrogante organisée l'an dernier par le Palais des Beaux-Arts de Lille. Il en va de même de cette antiBabel haïtienne. Comment représenter le dysfonctionnement d'une société qui, loin de chercher à tutoyer la divinité en érigeant une tour à sa hauteur, souffre d'une incapacité à se donner un minimum de rectitude institutionnelle? À la manière de Du Zhenjun, sans doute, en illustrant, comme dans son collage imprimé *Ran*, une communauté agitée et subdivisée au pied d'une Babel distante et étrangère, symbole d'une autorité puissante et lointaine dont plus personne ne se soucie. La question ne se pose pas exclusivement aux beaux esprits de l'esthétique. En Haïti, on s'escrime à se représenter politiquement et économiquement la subjectivité responsable de ce chaos logistique pour lui imputer quelque charge. On ne trouve en marge de l'État débordé que cette myriade d'organisations, jouissant de l'impunité dans la contractualisation partielle et foisonnante de la gouvernance.

LE MONDE COMME VOLONTÉ ET COMME REPRÉSENTATION

Dans une salle bondée d'un collège de jeunes filles, électrisées par une joie dont la source est des plus profondes, des étudiantes âgées d'une quinzaine d'années défilent au micro. Faisant preuve d'une dignité qui force le respect, elles surmontent sans grande résistance leur timidité pour témoigner de leur rêve. Mais la grammaire de toutes ces ambitions trahit une conception individuelle. En germe, aucune Martin Luther King haïtienne n'élabore de perspective pensée d'emblée au *nous* collectif. Toutefois, tous les projets que caressent ces jeunes filles, sur un mode héroïque, tendent vers une visée commune. Qui souhaite devenir médecin pour soigner les malades d'Haïti, qui aspire à chanter pour

maintenir égayé son peuple, qui entend devenir juge pour mettre fin à la corruption.

La religieuse qui encadre d'une main de maître ces centaines d'écolières insiste : elles donnent une autre image d'Haïti, celle qu'on ne veut pas voir, celle que ne reflète pas la propagande occidentale, celle de femmes en devenir, d'une insigne grandeur, d'un courage et d'une vitalité exemplaires. Haïti n'est pas ce que l'on pense, Haïti n'est jamais ce que l'on pense. Chaque solution toute faite, de la part de ceux qu'Albert Memmi désignait comme des « colonisateurs de gauche », se heurte à la complexité du pays. Les choses ne tournent rondement que dans l'imaginaire précipité des gestionnaires de peu de critères. Non, conclut cette grande dame toute de blanc vêtue, le sourire large, béante de conviction en se tournant vers nous, invités québécois subjugués : « Haïti est un mystère. »

Ce mystère si prégnant, si central, si étranger au stéréotype même du mystère, si envoûtant, mais également si saisissant, la littérature arrive le mieux à en traiter – si tant est qu'on lui confère un statut autre que celui du divertissement raffiné. Une puissante pulsion de vie déjoue toute proposition économique formatée. C'est cela que violent et parodient les représentations étrangères. Le couper-coller iconographique des organisations civiques réduit continuellement la population qu'elles assistent à une même béatitude souriante. Des entreprises développent leur image de marque au pays en important de lourdes formules publicitaires comme le « *Tout sa Digicel fè se pou nou* », que crache en Haïti une société téléphonique fondée aux Bermudes par le magnat irlandais des télécommunications, Denis O'Brien – un des hommes les plus puissants du pays. Les placards publicitaires qui occupent les murs de la ville s'érigent comme le spectacle du profond déni de ce que vit un peuple en pleine dérégulation institutionnelle. Dans cette ville poussiéreuse où aucun service de salubrité publique n'est correctement financé et institué, l'imagerie publicitaire est pure, le ciel est bleu, le peuple souriant, et les consommateurs fantasmés se montrent comblés par les gadgets de l'heure. Le président haïtien a osé qualifier de « nouvelle Haïti » le premier hôtel cinq étoiles de l'histoire du pays, follement baptisé Oasis. Les perspectives de développement présentent le pays comme une vaste étendue industrielle où rien ne saurait résister à la croissance des entreprises et au mirage de la théorie du ruissellement. Un tour de passe-passe, alors que ce que l'on reçoit en bas se limite à d'absurdes accessoires composant les débris d'une ville réduite dans certains coins à l'état de dépotoir. Comme s'il s'agissait de courir derrière un modèle qu'on n'est fatalement jamais amené à rattraper.

Le mal haïtien réside aujourd'hui dans la puissance d'autopersuasion des bons apôtres du capital sitôt qu'ils s'emballent pour des représentations qui favorisent leur déni historique. 

Alain Deneault a fait partie de la délégation d'écrivains québécois à Haïti, organisée au printemps 2013 à l'initiative des éditions Mémoire d'encrier, avec le soutien d'institutions publiques et culturelles québécoises, pour marquer leur dixième anniversaire.